

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT RESTRICTION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
ALLEE DE GAGNY-BOULEVARD EMILE ZOLA- ENTREPRISE ECR

Direction de l'espace public  
et des moyens techniques  
OK/OW/ASC/GG/ABA  
Arrêté N° R 2023.211

La Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2521-2, L 2122-21 et L 2213-1 à L 2213-6,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code de la route,

Vu la loi modifiée n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, relative aux nouvelles conditions d'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs,

Vu le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, huitième partie, la signalisation temporaire,

Considérant la demande d'arrêté de l'entreprise ECR 8 rue de l'industrie 77550 Limoge Fourches, relative aux travaux d'ouverture de fouille pour le raccordement du réseau électrique haute tension pour le compte d'ENEDIS 12 rue du centre 93160 Noisy le Grand,

Considérant que cette demande concerne les voies suivantes :

- allée de Gagny angle allée Marcel Paul au niveau sur l'espace vert,
- allée de Gagny à gauche de l'entrée de la Laverie,
- 9 allée de Gagny entrée à gauche de l'entrée de la résidence La Lorette,
- Allée de Gagny face du laboratoire
- allée de Gagny angle allée Henri Barbusse,
- 20 boulevard Emile Zola entre l'allée Anatole France et l'allée de la Forestière,
- allée Anatole France angle allée Anatole France,

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux, il est nécessaire de prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité des usagers,

ARRETE

Article 1 : Afin de permettre la réalisation des travaux sur réseaux électriques, l'entreprise ECR est autorisée à entreprendre les travaux précités sur l'allée Marcel Paul sur la ville de Clichy-sous-Bois, du 24 juillet au 25 aout 2023 (ce délai tient compte des aléas techniques, climatiques ou autres et pourra éventuellement être modifié).

Article 2 : La circulation sera maintenue durant les travaux.

Article 3 : Sur toute la voie, la vitesse de tous les véhicules sera temporairement limitée à 30 kilomètres par heure au droit des travaux.

- Article 4 : Le stationnement de tous les véhicules sera temporairement interdit et considéré comme gênant, suivant l'article R.417-10 du Code de la route au droit des travaux
- Article 5 : L'entreprise ECR devra assurer une circulation sécurisée des piétons, soit par un cheminement balisé aménagé, soit par une déviation sur le trottoir opposé aux travaux.
- Article 6 : A tout moment, l'interlocuteur, Monsieur Lucas SABATIN, Chargé d'affaires de l'entreprise ECR, pourra être contacté en cas d'urgence au 07 62 49 34 23.
- Article 7 : L'accès aux propriétés devra être maintenu pendant toute la durée du chantier, aux riverains, ainsi qu'aux véhicules de services et de secours.
- Article 8 : Les matériels et les matériaux devront être stockés dans les emprises de chantier. Des barrières protégeront les emprises de chantier et un balisage sera installé autour de la fouille.  
L'entreprise ECR devra respecter le règlement de voirie de la commune pour le remblaiement, le compactage et une mise en état à l'identique pour toute la structure du corps de l'emprise.
- Article 9 : La signalisation réglementaire sera apposée sur place par les soins de l'entrepreneur chargé des travaux, qui en assurera la maintenance, pendant toute la durée du chantier.
- Article 10 : Les pétitionnaires sont responsables tant vis-à-vis de la Ville de Clichy-sous-bois, que vis-à-vis des tiers, des accidents ou dommages qui pourraient résulter de ces travaux. Les dégâts éventuels causés au domaine public seront réparés aux frais des pétitionnaires. Faute de la non-exécution de ces réparations, la Ville les fera exécuter aux frais des pétitionnaires.
- Article 11 : Les contraventions au présent arrêté constatées seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Article 12 : Un exemplaire du présent arrêté sera affiché aux emplacements utiles par les soins de l'entreprise chargée des travaux, au moins 48 heures avant le début du chantier.
- Article 13 : Un exemplaire du présent arrêté sera relié au registre des arrêtés municipaux.
- Article 14 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :
- Monsieur le Préfet,
  - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Clichy-sous-Bois,
  - Monsieur le Commissaire de Police de Clichy/Montfermeil,
  - Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Clichy-sous-Bois,
  - La Direction de la Prévention, Sécurité et Tranquillité Publiques de Clichy-sous-Bois,
  - Le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, Direction de la Voirie et des Déplacements, Service Territorial Sud, 7/9 rue du 8 Mai 1945 93190 Livry-Gargan,
  - L'E.P.T Grand Paris Grand Est, 11 boulevard du Mont d'Est 93160 Noisy-le-Grand,
  - L'entreprise Véolia OTUS, 40 rue de la Fosse Guérin 95200 Sarcelles,
  - Entreprise ECR 8 rue de l'industrie 77550 Limoge Fourches,
  - Entreprise ENEDIS 12 rue du centre 93160 Noisy le Grand.

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clichy-sous-bois, le 06 Juillet 2023.

La Maire soussignée certifie  
le caractère exécutoire  
du présent acte reçu  
à la Préfecture le

12 JUL. 2023

Affiché - Notifié le

12 JUL. 2023

Le fonctionnaire délégué,

Aurélie LAPIERRE

La Maire,



Samira TAYEBI

« Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif ou gracieux devant Madame la Maire de Clichy-sous-Bois dans le délai de 2 mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent acte peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois, 7, rue Catherine Puig - 93100 Montreuil-sous-Bois. »



